INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 22 février 2022**

* Plombés ce matin par la dégradation de la situation en Ukraine, les indices européens sont finalement parvenus à reprendre le terrain perdu. En baisse de 2,3% lors des premières minutes de cotation, l'indice CAC 40 a clôturé sur un recul symbolique de 0,01% à 6 787,60 points. L'EuroStoxx50 a, lui, cédé 0,16% à 3 979,35 points. Les marchés américains, fermés hier alors que l'Europe a nettement baissé, reculaient légèrement: vers 17h30, le Dow Jones perdait ainsi 0,89%.
* Les Bourses européennes avaient initialement réagi à la décision de Vladimir Poutine de reconnaître les républiques séparatistes auto-proclamées de Donetsk et de Louhansk et d'y envoyer des "forces de maintien de la paix". Si le président russe n'a fait qu'officialiser leur présence, cette décision renforce cependant la probabilité d'un affrontement direct avec l'armée ukrainienne, qui pourrait servir de prétexte à une opération militaire plus importante.
* A quelques minutes de la clôture en Europe, l'OTAN a de nouveau affirmé que la Russie continuait de planifier une attaque. " Tout indique que la Russie continue de préparer une attaque de grande ampleur contre l'Ukraine " a déclaré son secrétaire général.
* En réaction à la décision " illégale et inacceptable " de la Russie, l'Europe va prendre des sanctions. Elles devraient notamment cibler la capacité de l'État et du gouvernement russes à accéder aux marchés et services financiers de l'Union européenne.
* Sur les marchés, l'impact le plus évident des tensions géopolitiques était particulièrement visible sur les matières premières, avec un baril de pétrole en progression de 1,5%, à 92,46 dollars, et le gaz naturel en hausse de près de 4%. L'indice VIX, qui mesure la volatilité de l'indice S&P 500, augmenté de 5% à près de 30, niveau auquel il évolue lors d'importantes corrections.
* Sur le marché des emprunts d'Etat, pourtant valeur refuge, les taux ont progressé, synonyme d'une baisse de la demande. Le 10 ans allemand gagnait ainsi 3 points de base, à 0,24%.
* Les cours du pétrole progressent nettement, soutenus par l'escalade en Ukraine. Les premières sanctions économiques de la communauté internationale commencent à s'abattre sur la Russie, un important producteur de pétrole et de gaz. Si les sanctions semblent pour l'heure limitées, la décision de l'Allemagne de suspendre la certification du gazoduc Nord Stream 2, reliant la Russie à l'Allemagne, concerne directement le secteur de l'énergie. Pour autant, cette suspension ne devrait pas affecter l'approvisionnement en énergie de l'Europe car le projet n'était pas encore opérationnel.
* La Banque centrale de Hongrie (MNB) a décidé ce mardi de procéder à un nouveau tour de vis monétaire. L’institution a ainsi relevé son principal taux directeur de 50 points de base pour le porter à 3,40%. La MNB cherche ainsi à contenir l’inflation, qui a atteint 7,9% en janvier 2022 sur un an. L'institution a par ailleurs indiqué qu'il lui semblait nécessaire de poursuivre son cycle de resserrement monétaire sur une base mensuelle face aux risques d’accélération de l’inflation. En fin d'après-midi, l'euro recule de 0,31% à 355,63 forints hongrois.
* Le fonds de pensions danois AkademikerPension a annoncé qu'il cessait immédiatement tout investissement dans des actifs russes, obligations d'État et entreprises dans lesquelles l'État russe détient des participations de plus de 50%, après la reconnaissance par Vladimir Poutine de l'indépendance des régions de Donetsk et de Louhansk, dans l'Est de l'Ukraine. Cette suspension peut durer six mois au maximum, mais pourrait devenir une exclusion définitive, a précisé le fonds.

Gérant environ 23 milliards de dollars d'actifs, AkademikerPension détient 373 millions de couronnes danoises (environ 56,87 millions de dollars) de titres d'État russes et d'actions dans des sociétés où l'État russe possède plus de 50%, ce qui représente 0,3 % de son portefeuille.

"La reconnaissance officielle par Poutine des deux républiques séparatistes est une violation de la souveraineté de l'Ukraine, qui est une violation du droit international. Et c'est aussi une violation de notre politique d'investissements responsables", a déclaré le directeur général du fonds, Jens Munch Holst, dans un communiqué.

* L'indice "flash" composite d'IHS Markit pour les Etats-Unis est ressorti en février à 56 contre 51,1 en janvier. L'indice des services s'est établi à 56,7 contre un consensus de 53 après 51,2 en janvier. L'indice manufacturier a atteint 57,5 contre un consensus de 56 après 55,5 en janvier.

**SOCIETES**

* Du côté de la bourse, Worldline et Edenred se sont distingués parmi les plus fortes progression grâce à leurs bons résultats. Les valeurs de croissance, dont les technologiques, se sont reprises après avoir été sous forte pression ces derniers jours. Renault a pour sa part terminé à la dernière place du CAC 40 du fait de son exposition à la Russie.
* HSBC a dévoilé des résultats en nette hausse et annoncé un nouveau programme de rachat d’actions de 1 milliard de dollars. Au quatrième trimestre, le bénéfice imposable du groupe a bondi de 92% à 2,66 milliards de dollars (2,34 milliards d'euros). En données ajustées, cet indicateur servant de référence aux analystes, a progressé de 79% à 3,97 milliards de dollars.

La banque sino-britannique a enregistré des provisions pour créances douteuses pour 450 millions de dollars. Si elles sont en baisse de 62% sur un an, HSBC avait cependant repris des provisions au cours des trois derniers trimestres. Les créances douteuses devraient se normaliser cette année vers 30 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Si elle a de nouveau repris des provisions au Royaume-Uni et en Europe ce trimestre, elle a souffert des difficultés de l'immobilier commercial en Chine où d'importants promoteurs, dont Evergrande, sont en difficulté.

Les revenus d'HSBC ont, pour leur part, augmenté de 2% à 12,09 milliards de dollars, dont 7,79 milliards de dollars pour les revenus tirés des commissions, en augmentation de 3%.

* Seule valeur du CAC 40 en hausse lundi, Eurofins Scientific repart à la baisse mardi, avec un repli de 1,52% à 85,15 euros, malgré la publication de bons résultats annuels. Le laboratoire d'analyses poursuit ainsi son chemin de croix boursier entamé avec son entrée en septembre dernier dans l'indice phare parisien: fortement valorisé au moment de la crise sanitaire, le cours du titre a en effet chuté de plus de 33% depuis son introduction au CAC 40 et de plus de 21% depuis début janvier.

Eurofins a pourtant enregistré des résultats 2021 au-delà des espérances du marché et de ses propres objectifs. Il a ainsi réalisé un bénéfice de 783 millions d'euros au cours de l'exercice 2021, en hausse de 45% sur un an, soit 3,91 euros par action, alors que le consensus visait 3,64 euros.

* Plastic Omnium recule de 2,03% à 19,81 euros par action, dans le sillage de ses résultats annuels. Si les comptes sont revenus dans le vert en 2021, l’équipementier automobile a manqué les attentes du consensus, en raison d’un impact important de la pénurie de semi-conducteurs sur la seconde partie de l’exercice. Les perspectives encourageantes dévoilées pour 2022 ne suffisent pas à compenser cette déception.

" Comme prévu, le second semestre a été particulièrement affecté par la faible production automobile mondiale et un passage en mode ‘stop-and-go' qui ont eu un impact sur les marges ", note Midcap Partners. La marge opérationnelle était ainsi de 2 % pour le second semestre 2021 contre 6,2 % lors du premier semestre.

* Edenred figure parmi les plus fortes hausses du SBF 120 avec un gain de 5,42% à 40,08 euros par action. Le spécialiste des solutions transactionnelles a publié ce matin des résultats "historiques", avec notamment un résultat net, part du groupe, à un plus haut de 313 millions d'euros, en hausse de 31%. L'Ebitda est lui aussi ressorti à un niveau record, à 670 millions d'euros, en hausse de 15,5% sur un an (dont +18,4% en organique), dans le haut de la fourchette visée par le groupe, alors que le consensus tablait sur 658 millions.
* Après des mois d’intenses spéculations, Volkswagen (+8,64% à 190,10 euros) est finalement sorti du bois. Le constructeur automobile allemand a annoncé être en «discussions avancées» concernant une possible introduction en Bourse de sa marque de luxe Porsche AG. A cette fin, le groupe a négocié un accord cadre avec son actionnaire principal, la holding Porsche SE (+12,36% à 91,64 euros) contrôlée par la famille Porsche-Piëch, qui sert de base à la préparation d'une telle opération.

Cette dernière pourrait permettre à Volkswagen de dégager des ressources pour financer son ambitieux plan dans l'électrique qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros.

Pour l'heure, le groupe de Wolfsburg précise qu'une décision finale n'a pas encore été prise. L'opération doit en effet encore être approuvée par les directoires et conseils de surveillances des deux parties.

De son côté, la holding Porsche SE indique que l'opération pourrait s'accompagner de l'achat d'actions Porsche AG de sa part.

Selon le scénario de base, une part de 20 à 30 % des actions Porsche AG devrait être cotée en bourse, selon les informations du quotidien économique Handelsblatt, qui ajoute qu'il y aurait probablement - comme pour le groupe Volkswagen - des actions ordinaires et des actions préférentielles.

Selon le média allemand, Volkswagen devrait en tout cas conserver la majorité du constructeur de voitures de sport de Stuttgart.

**ANALYSES**

* Après des semaines de préparatifs militaires, de missions diplomatiques et d'incertitudes qui ont mis sens dessus dessous les marchés financiers, la Russie a finalement franchi le Rubicon dans la nuit de lundi à mardi. Les forces armées russes ont fait leur entrée sur le territoire contrôlé par les séparatistes ukrainiens des régions de Donetsk et de Louhansk dans l'est du pays après la reconnaissance de leur indépendance par Moscou.

Paradoxalement - certains diront cyniquement -, l'incursion des troupes russes dans le Donbass pourrait permettre aux marchés de retrouver un peu de visibilité et de repartir de l'avant. Les investisseurs détestent l'incertitude. Jusqu'à présent, toutes les options étaient sur la table, y compris les scénarios les plus noirs. Désormais, les risques se concrétisent, et les hypothèses laissent place à la réalité des faits.

C'est en tout cas un déroulé typique des précédentes crises géopolitiques sur les marchés financiers. Qu'il s'agisse de l'annexion de la Crimée en 2014, de la guerre en Irak ou des attentats terroristes du 11 septembre 2001, « les paniques boursières liées à des conflits militaires ont fait long feu », rappelle Emmanuel Cau de Barclays. « Au cours de chacun de ces événements, les actions ont chuté immédiatement après le début du conflit, mais ont terminé généralement en hausse six mois plus tard », détaille-t-il.

Un constat partagé par les stratégistes de LPL Financial. Ils ont observé la réaction de Wall Street lors de différents épisodes de tensions géopolitiques, à partir d'une base de données plus étoffée. Celle-ci inclut des attentats terroristes en Europe, le conflit syrien, et même l'attaque surprise contre Pearl Harbor durant la Seconde Guerre mondiale. Sur la vingtaine d'événements compilés, l'indice américain S&P 500, le plus large de Wall Street, a perdu en moyenne 5 %. Il lui aura fallu moins de 50 jours en moyenne pour retrouver son niveau d'avant-crise.

Un facteur à prendre en compte est la tendance des investisseurs à se projeter dans l'avenir. De fait, avant même que les troupes russes n'aient fait leur entrée dans le Donbass, les marchés avaient déjà intégré une partie du risque. Les stratégistes de Goldman Sachs ont ainsi cherché à mesurer l'impact des tensions récentes sur les places boursières.

Résultat, les marchés européens, représentés par l'Euro STOXX 600, intègrent déjà une décote de plus de 8 %. La décote est similaire sur le Nasdaq, de près de 7 % pour les marchés émergents et d'environ 6 % sur le S&P 500. A l'inverse, le prix de l'or reflète une prime de risque de 5 % et celui du pétrole de 12 %.

Le pire n'est pas forcément écarté, pour les marchés. « Il reste à voir si cette reconnaissance [de l'indépendance des régions séparatistes] est un tremplin vers une invasion majeure de l'Ukraine par les forces russes, comme ont mis en garde les dirigeants occidentaux ces dernières semaines, ou si un nouveau statu quo fragile se dessine », souligne Mark Haefele d'UBS.

Dans un scénario noir, les marchés européens pourraient encore chuter de 10 %, estime Goldman Sachs, et le pétrole grimper de 13 %. Or quand il y a des tensions sur l'énergie, l'impact des crises géopolitiques tend à être plus durable. Après l'invasion du Koweït par l'Irak, le S&P 500 avait chuté de près de 17 %, et il lui avait fallu plus de six mois pour s'en remettre.

Aussi, tant que la menace d'une invasion de grande ampleur de l'Ukraine reste d'actualité, il sera difficile aux investisseurs de reprendre vraiment confiance : le spectre d’une crise énergétique majeure en Europe continuera de projeter son ombre sur les marchés.

**L’AGENDA DU 23 février 2022**

**11h00 en zone euro**
Inflation en janvier